

Conseil national du Pcf  
22-23 juin 2007

Anne Jollet

### **Pour une réflexion polyphonique**

Nous sommes tous mécontents, meurtris : pas seulement du résultat des derniers scrutins, mais d'une accumulation d'échecs, d'affaiblissements, de choix politiques contradictoires. Mécontents pour des raisons souvent contradictoires.

Nous sentons bien le danger des tentations centrifuges. Nous sentons aussi le danger de rester ensemble à tout prix, au prix justement de contradictions qui nous rendent politiquement peu crédibles. Nous savons aussi que la dernière séquence électorale a achevé de nous convaincre que les lignes de partage passent aussi bien à l'intérieur de toutes les forces de gauche qu'entre elles.

Quand je dis « nous », ce n'est pas seulement « nous » membres du PC, mais aussi « nous » nombreux membres de la LCR, du PS, non encartés, nombreux militants associatifs.

Les dernières élections ont joué un rôle d'accélérateur dans le brouillage des clivages, entre la droite et la gauche, mais aussi entre les appartenances partisans. L'évidence des clivages partisans s'est affaiblie dans l'opinion, comme nous l'avons tous entendu en faisant campagne, sauf l'évidence, surtout dans les milieux populaires, que la gauche, ce n'est pas la droite. En témoigne, d'une façon que nous pouvons juger paradoxale mais qui n'en est pas moins réelle, les scores spectaculaires de Ségolène Royal dans certaines villes de banlieues, dans les quartiers populaires des grandes villes.

Les résultats ont néanmoins été mauvais pour la gauche, et très mauvais pour la gauche critique du capitalisme, notamment pour nous, Parti communiste.

Certes, nous avons tous dit « ouf » au soir du second tour des législatives. Mais avoir évité le pire ne peut être considéré comme satisfaisant. Nous ne pouvons pas considérer qu'être un petit peu au-dessus du désastre de 2002 soit même un rebond : nous avons perdu des députés, le PS malgré ses divisions en a gagné 50 .

Il y a une attente à gauche qui s'accompagne dans l'opinion d'une très forte demande d'unité. Nous sentons tous en parlant avec les gens que ce qui est actuellement en cause vis-à-vis de nous, ce qui joue contre nous, ce n'est pas tel ou tel aspect de notre programme, de notre positionnement politique, ce ne sont même plus les échecs du passé, c'est notre faiblesse même. Nous avons atteint un seuil qui menace notre existence et la présence politique des idées que nous défendons.

Si nous ne répondons pas à la demande d'unité d'une gauche vraiment de gauche qu'expriment tous ceux qui pensent qu'elle est le mieux à même de défendre leurs intérêts, nous laisserons la voie libre au découragement, au développement de l'abstention des milieux populaires et à un vote de moindre mal, qualifié de vote utile, vers le Parti socialiste.

Nous savons maintenant combien le triomphe de la droite est un échec politique de la gauche.

Si glissement idéologique il y a, c'est un glissement de longue durée, reflux des idées de « révolution » depuis une trentaine d'années, et glissement d'une partie des élites, notamment politiques.

Il y a certes une imprégnation grandissante de la doxa libérale mais aussi, les dernières années, une force réelle des contrefeux dont témoignent aussi bien la

production intellectuelle tous azimuts que les luttes obstinées contre le TCE en 2005 ou le CPE en 2006. L'échec de la dernière séquence est bien un échec politique, un échec de « l'offre » politique à gauche.

Alors que grandit l'évidence de la contradiction entre la logique libérale et la satisfaction des besoins sociaux, le PS non seulement n'a pas rompu avec la soumission à cette logique libérale, n'a pas tiré les leçons de l'échec cuisant de 2002, mais prétend même se donner les moyens d'une meilleure adaptation.

Et nous ?

Nous n'avons pas su nous saisir de l'antilibéralisme comme front de lutte incontournable, permettant de passer une alliance entre toutes les forces de contestation.

Nous n'avons pas su en faire un socle idéologique, base de convergences propulsives pour les forces de la gauche d'aujourd'hui.

Il ne s'agit pas seulement de l'alliance dans les collectifs. Mais du libéralisme comme grille de lecture à même de permettre de comprendre quelles doivent être aujourd'hui les grandes lignes de résistance au développement du capitalisme actuel.

Il y a urgence à remettre en avant la nécessité de ce combat et la nécessité de rassemblement d'une gauche de transformation sociale.

Il est urgent de répondre à cette attente d'une force de gauche : on ne peut plus se permettre d'attendre le sursaut du Parti annoncé depuis des années. Se retrousser les manches, faire du porte-à-porte, gagner des adhérents ne peuvent dispenser de grands choix stratégiques. Il y a urgence à trouver les formes qui permettront de nous rapprocher, de nous fédérer, peut-être de nous fondre avec d'autres courants, d'autres forces militantes, aussi dispersées et modestes soient-elles, de la gauche de transformation sociale. Il y a maintenant une grande urgence à aller vers la création de cette force nouvelle si l'on veut que le communisme continue à vivre, à vivre politiquement grâce à sa convergence avec d'autres expressions de la contestation du capitalisme.

Le moment est donc d'une grande gravité politique. C'est la raison pour laquelle, comme à un certain nombre d'autres camarades, la solution choisie d'un « congrès extraordinaire » ne m'a pas paru la plus satisfaisante (comme dit à un précédent Conseil national), nous enfermant dans des formes anciennes au fonctionnement trop lourd pour permettre le travail nécessaire, forme trop peu évolutive, forme politique-spectacle dramatisant les enjeux, imposant une échéance, nous enfermant aussi trop dans l'entre nous, faisant des non-adhérents du Parti des « invités » ou des « spectateurs » au mieux.

Plus que jamais la réflexion des prochains mois doit être polyphonique, faite de confrontations, de débats ouverts, permettant à tous de bien cerner les enjeux, de prendre la mesure des risques encourus, pour le parti, les idées communistes et la société tout entière. Pour avancer, il est bon que les productions de textes se multiplient et que tous les communistes soient informés de ces textes, élaborés et signés parfois de plusieurs plumes, travail collectif entre individus proches en pensée dans le contexte donné. Nous devons saluer l'apport de ces contributions et ne pas les confiner dans une circulation à la marge du Parti par attachement à un rapport de l'individu communiste à son collectif devenu obsolète et, qui plus est, inopérante dans le contexte médiatique contemporain. Nous devons également accepter, mieux que nous l'avons fait dans le passé, de repérer sereinement les lignes d'affrontement, réelles ou possibles, de ne les minimiser ni de les dramatiser. Oui, il y a des points de vue divers sur le mieux de notre avenir. « Parti communiste renouvelé » disent les uns. Est-ce suffisant ? Qu'est-ce que cela veut dire dans les faits ? Discutons-en. Alliance de forces ? Dans quelles formes ?

Quelles abdications de souveraineté partisane ? Selon quels partages, quels temps ? Création d'une nouvelle force ? Concrètement, avec qui, comment ? Les formes de notre existence politique doivent être repensées d'urgence. Il faut que cela puisse se faire sans tabou, sans vindicte, sans rancœur. C'est l'avenir qui doit être considéré et non le passé. Qu'une fois pour toutes, nous sachions qu'il n'y a pas de bons ou de mauvais communistes, des fidèles ou des infidèles, mais des communistes qui, dans un moment très difficile mais aussi exaltant de reconceptualisation et de réorganisation face à des réalités sociales profondément transformées, cherchent la forme la plus efficace du devenir communiste.